

Manifeste pour l'entrepreneuriat & l'innovation afin de stimuler la croissance au sein de l'UE

Septembre 2013

S'affranchir des barrières à la croissance

BAISSE DU PIB DE 0.4%

CROISSANCE ANNUELLE PREVUE 18%

4.2% D'ENTREPRENEURS EN ALLEMAGNE

5.8% D'ENTREPRENEURS EN FRANCE

Les conditions économiques en Europe restent extrêmement délicates avec des prévisions de croissance de la Commission Européenne de -0,4% en zone euro pour cette année. Pourtant, l'importante croissance et la bonne santé de l'économie de l'internet pourraient venir transformer ce schéma conjoncturel en créant de nouveaux emplois, de nouvelles compétences et l'espoir d'un avenir plus radieux pour des millions d'européens.

Une étude du Boston Consulting Group prévoit une croissance de l'économie de l'internet au sein des marchés développés du G-20 de 8% par an pour les cinq prochaines années. Au sein des marchés en développement, la croissance prévue est de 18% par an. Ces taux surpassent largement ceux des secteurs traditionnels de l'économie. Plus seulement confinées aux entreprises du high-tech, les technologies du numérique participent à réinventer toutes industries, en promettant de nouveaux emplois et la création de nouvelles richesses.

Cet essor pourrait aider l'Europe à consolider ses perspectives d'avenir, à devenir plus forte, agile et prospère. Cependant, d'autres mesures sont aujourd'hui nécessaires afin de surmonter un certain nombre d'obstacles qui menacent d'entraver le progrès de ce secteur et de saper son potentiel et sa dynamique. Nous devons ainsi nous assurer de disposer des bonnes politiques publiques, des modes opératoires adéquats et d'une ambition de réussite. Nous devons trouver une réponse au fait que l'Europe continentale ne crée pas autant d'entreprises de croissance et de fondateurs de startups confiants dans leur environnement local que dans le reste du monde.

L'époque où l'on pouvait entièrement se reposer sur les grands groupes ou le gouvernement pour créer des emplois est désormais révolue. Un grand nombre d'emplois perdus lors des cinq dernières années ne seront pas recréés. L'esprit entrepreneurial, qui fut le moteur de la croissance aux Etats-Unis, n'a pas été cultivé de manière aussi efficace et systématique en Europe. Créer davantage d'entreprises et de startups demande plus que des changements en termes de politiques publiques. Cela réclame un changement de nos mentalités.

La Vice-Présidente de la Commission Européenne, Neelie Kroes, a créé le Startup Europe Leaders Club, un groupe indépendant d'entrepreneurs du domaine technologique qui fournit des orientations afin de renforcer l'environnement professionnel pour les entrepreneurs européens du web. En mars 2013, Neelie Kroes les a invités à développer un manifeste pour la croissance économique. Depuis juin 2013, les recommandations initiales basées sur les visions de ces entrepreneurs à succès furent renforcées par la collaboration du Founders Forum à Londres, une communauté regroupant les meilleurs entrepreneurs mondiaux et qui sélectionne de remarquables dirigeants et investisseurs clés du secteur des médias et des nouvelles technologies.

Inspirées de l'expérience de dizaines d'Européens qui eurent la chance d'imaginer, de créer et de développer des entreprises à succès ayant conduit à la création de milliers d'emplois, nous sommes parvenus à 22 mesures qui, prises ensemble, pourront donner aux entreprises européennes de meilleures chances de succès. Nous appelons désormais les entrepreneurs, investisseurs, conseillers et toutes autres parties-prenantes à travers le continent à s'engager dans ce dialogue et à partager leur vision du manifeste afin d'enclencher un mouvement vers l'adoption de ce plan de croissance digital pour l'UE.

Nos recommandations sont :

Compétences et éducation

- Faire en sorte que les enseignants soient plus à l'aise avec le digital et développent leurs compétences afin qu'ils soient à la hauteur du challenge.
- Enseigner à nos enfants les grands principes, les processus et la passion de l'entrepreneuriat dès leur plus jeune âge.
- Encourager les étudiants d'université à créer leur entreprise avant d'être diplômés.
- Encourager les grandes entreprises à s'engager dans la formation du grand public.

Accès au talent

- Faire de l'Europe le meilleur terrain de création d'entreprise ou d'emploi pour des talents à fortes compétences en développant un Visa Startup pan-européen.
- Faciliter le recrutement de talents par les entreprises en dehors de leur pays.
- Assouplir les procédures de licenciements.
- Faire revenir nos plus brillants cerveaux.

Un meilleur accès au capital, moins de barrières au succès

- Augmenter les investissements privés et institutionnels dans les startups.
- Faciliter le financement des entreprises à fort potentiel de croissance sur les marchés de capitaux.
- Augmenter les achats auprès de plus petites entreprises.
- Instituer l'E-Corp. : une nouvelle forme pan-européenne de société.
- Taxer les Stock-Options comme des gains en capital et non comme du revenu issu du travail.

Protection des données et de la vie privée

- Réviser et normaliser les lois portant sur la protection des données.
- Retirer l'obligation des fournisseurs de données d'archiver leurs informations dans tous pays.
- Rendre les données gouvernementales publiques.
- Faire en sorte que les gouvernements placent le digital au centre de leurs préoccupations.

Leadership d'opinion

- Enclencher un changement de mentalité à travers l'Europe en termes de définition du succès.
- Nommer un « Chief Digital Officer » dans tous les pays de l'UE.
- Créer un référentiel de bonnes pratiques.
- Etablir un Forum Digital Européen.

Compétences & formations

La Commission Européenne a déclaré qu'il faut augmenter les efforts pour donner à tous les enfants l'accès à une formation adéquate aux TIC. Une étude récente contenant plus 190.000 réponses provenant de 27 pays européens a souligné que 20% des élèves de niveau secondaire n'ont jamais (ou presque jamais) utilisé un ordinateur à l'école ainsi que le manque de formation en nouvelles technologies chez les enseignants. Par conséquent, nous recommandons de :

Rendre les professeurs confiants au niveau du digital et compétents pour faire face aux défis futurs

Ne se limitant plus aux ordinateurs et aux télécommunications, les technologies numériques touchent désormais tous les aspects de nos vies, depuis la recherche en histoire jusqu'à l'éducation artistique, en passant par les mathématiques avancées ou les études de géographie. Nos enfants sont nés dans un monde numérique là où les enseignants ne l'ont pas été. Si nous voulons que la prochaine génération utilise les technologies numériques pour construire un monde meilleur, nous devons nous assurer que les personnes chargées de les guider et les instruire soient aussi à l'aise et capables d'utiliser ces technologies numériques eux-mêmes.

Apprendre à nos enfants les principes, processus et la passion pour l'entrepreneuriat dès le plus jeune âge.

Si nous voulons que notre jeune génération puisse démarrer aisément ses propres entreprises, nous devons leur apprendre à le faire. Nous avons besoin de les stimuler et leur inculquer la passion (et la fierté) de le faire. Nous ne pouvons pas attendre des enfants de 12 ans de démarrer leur propre entreprise. Mais tous les enfants 12 ans devraient savoir ce que cela signifie de trouver une idée, la valider et développer quelque chose qu'ils peuvent offrir à d'autres personnes comme un produit ou un service. Les outils et les connaissances sont toutes là. Nous avons juste besoin de nous assurer que la passion soit également là.

Encourager les étudiants universitaires à lancer une affaire avant d'obtenir leur diplôme

Aux États-Unis, de nombreux étudiants démarrent leur entreprise avant même d'avoir été diplômés - 20% des étudiants à Caltech, Stanford et Berkeley. Ceci donne aux élèves un avant-goût de ce que cela représente de démarrer et d'exploiter une entreprise tout en restant dans un cadre structuré et solidaire qui agit comme un «filet de sécurité» aux cas où leurs plans échouent. Au moment où la plupart des étudiants quittent l'université, leur volonté de prendre des risques diminue fortement, et avec elle la probabilité de démarrer ou se joindre à une start-up. Les universités devraient créer plus de cours d'entrepreneuriat et mettre en place un réseau de centres et d'Incubateurs (via des partenariats si nécessaire) qui puissent fournir aux

étudiants le soutien et le financement nécessaire pour traduire leurs idées en réalité (una sociedad si fuera necesario) que puedan proveer a los estudiantes del apoyo y financiación necesarios para convertir sus ideas en realidad.

Préparer les diplômés pour un marché radicalement différent

Les compétences nécessaires pour prospérer dans le marché du travail d'aujourd'hui sont très différentes de ce qu'elles étaient il y a dix ans. Ceci étant, la plupart des universités n'ont que peu fait pour changer leur programme ou fournir de nouveaux outils et de compétences à leurs diplômés.

A court terme (12 à 24 mois), les pays de l'UE devraient offrir un «cours de certificat numérique» qui aidera les diplômés à acquérir les compétences numériques de base pour les rendre plus attractifs aux yeux des employeurs potentiels. A moyen terme (2 à 3 ans), les pays de l'UE devraient s'assurer que leurs universités ajoutent des éléments numériques/ digitaux au sein des matières qu'elles enseignent à leurs étudiants. Une plus grande attention et un soutien plus structuré devraient également être prévus afin d'assister les étudiants universitaires dans la recherche de l'expérience de travail à temps partiel, de stages et de jobs d'été afin de compléter leurs qualifications académiques. Cela leur apportera une précieuse expérience de travail et leur permettra de développer des compétences qui peuvent être transférées et d'améliorer leur employabilité sur le marché du travail.

Encourager les grandes entreprises à fournir des formations au grand public.

Alors que le discours sur la pénurie de compétences se concentre sur la science et l'informatique, les entreprises ne sont pas construites uniquement par les développeurs informatiques. Il existe une pénurie équivalente voire supérieure de compétences en gestion et en communication à travers l'UE. Pour construire et développer une entreprise, les entrepreneurs ont besoin de gestionnaires et managers expérimentés, de commerciaux, de professionnels des ressources humaines et d'autres profils qui peuvent les aider à développer leurs activités. Les grandes entreprises sont devenues très aguerries pour fournir ces types de compétences et devraient être encouragées à ouvrir leurs programmes et installations à un plus grand nombre de personnes. Les personnes bénéficiant de cette formation devraient ensuite être encouragées à rejoindre des startups plutôt qu'à en créer (les entreprises pourraient même financer ces startups). Les entreprises peuvent y contribuer de manière plus efficace que les gouvernements, car elles opèrent dans un environnement permettant aux gens d'apprendre de manière pratique et non théorique.

Accès aux talents

McKinsey a identifié un écart croissant entre les besoins des employeurs et les compétences des salariés - 26% des employeurs en Europe ne couvrent pas leur besoin de recrutement par manque de talent. De nombreux aspirants entrepreneurs quittent tout simplement l'Europe pour chercher fortune ailleurs. Il y a environ 50.000 Allemands dans la Silicon Valley, et on estime que 500 startups ont été créées par des entrepreneurs français dans la baie de San Francisco. Par conséquent, nous recommandons de :

Faire de l'Europe, via la création d'un visa de démarrage pan-européen, l'endroit le plus facile pour les talents hautement qualifiés pour démarrer une entreprise et obtenir un emploi

Ce visa permettra aux entrepreneurs non membres de l'UE de lancer plus facilement une entreprise en Europe et permettra aux entreprises de l'UE d'embaucher plus facilement des talents non européens.

Permettre aux entreprises d'embaucher au delà de leur frontière

L'Europe a beaucoup fait pour fluidifier le marché du travail - un Européen peut maintenant travailler dans n'importe quel autre pays européen. Mais le

marché du recrutement- la capacité d'une société à recruter et employer dans un autre pays de l'UE que le sien- reste complexe et coûteux. Cette forme d'emploi à distance, où une entreprise embauche une ou plusieurs personnes en dehors de son marché d'origine est appelé à augmenter. Nous devons rendre plus simple ce processus de recrutement sans être obligé de créer une filiale locale.

Rendre plus facile le départ des employés

Les besoins des entreprises changent. La demande du marché évolue soit à la baisse, soit à la hausse. Les employés ne correspondent pas toujours et ne sont pas dans tous les cas capables de répondre à ce qui est exigé d'eux. Pour permettre aux entreprises européennes de devenir vraiment compétitives, nous devons faciliter le départ des employés, gérer la sortie et la séparation avec les employés moins performants. Pour de nombreuses entreprises extra-européenne qui envisagent d'ouvrir un nouveau bureau dans l'UE, une contrainte-clé sera leur hésitation face à la possibilité de se retrouver avec une main-d'œuvre peu adaptée aux réalités de marché d'aujourd'hui et de demain.

Ramener les cerveaux en Europe

Presque tous les pays de l'UE ont observé, impuissants, le départ de certains de leurs meilleurs éléments pour les États-Unis. Cette «fuite des cerveaux» a eu un impact négatif sur tous les aspects de nos économies, créant un vide en terme de leadership, de recherche avancée et d'éducation, pour ne citer que quelques exemples. Les pays de l'UE doivent lancer des campagnes ciblées visant à ramener les talent en Europe via des subventions de recherche, du soutien logistique et de la reconnaissance publique.

Un meilleur accès aux capitaux, moins d'obstacles au succès

L'ampleur de la baisse des investissements en Capital Risque est stupéfiant - il a diminué de moitié environ dans la zone euro et de l'Union Européenne dans son ensemble depuis 2008. La baisse agrégée des investissements à un stade plus avancé est encore plus forte, à la fois pour la zone euro et l'UE dans son ensemble. Par conséquent, nous recommandons de:

Faciliter la levée de fonds via les Bourses européennes pour les entreprises en croissance

Faire de ces marchés une source plus accessible et attrayante pour trouver des capitaux, comme cela se passe pour le High Growth Segment à la Bourse de Londres.

En outre, compte tenu de leur contribution à l'économie, nous recommandons la création d'une catégorie spécifique pour l'Internet et le Mobile dans les marchés boursiers européens, diminuant la tentation pour les entreprises européennes à Succès de rentrer en Bourse aux Etats-Unis, ce qui mettra en valeur la profitabilité du secteur et contrebalancera toute réticence des investisseurs.

Laisser une plus grande place aux petites entreprises

Les subventions publiques permettent de dynamiser les PME. Une autre façon de favoriser leur croissance est de s'assurer que les gouvernements eux-mêmes soient clients de ces entreprises. Dans l'UE, la majorité des commandes des Etats est passée auprès de grandes entreprises, souvent des multinationales. Pour beaucoup d'entrepreneurs, vendre aux gouvernements relève du parcours du combattant. Les processus d'achats sont complexes et les fournisseurs habituels si établis qu'il paraît impossible pour de nouveaux entrants de les déloger ; les entrepreneurs n'essaient même pas.

Créer un nouveau statut juridique pan-européen : l'E-Corp

Dans chaque pays de l'UE, créer une entreprise présente son propre lot d'obstacles. Des contraintes qui autrefois faisaient sens, comme exiger un montant minimum nécessaire pour lancer une entreprise, ne pas avoir accès à des actions de l'entreprise ou d'autres exigences juridiques, parfois complexes même pour les plus petites entreprises, ne font aujourd'hui qu'entraver notre capacité à construire de nouvelles entreprises. Nous recommandons la création d'un nouveau type de société - l'E-Corp qui correspondrait aux mêmes critères dans tous les pays de l'UE et pourrait être créée par n'importe qui en moins de 24 heures. Cela simplifierait non seulement la création de nouvelles entreprises, mais favoriserait aussi la mobilité des investissements transfrontaliers.

Taxer les dividendes comme des revenus du capital, non du travail

En Europe, les personnes qui perçoivent des dividendes doivent souvent payer un impôt sur le revenu du travail, ce qui réduit leur attrait en tant que mécanisme permettant à la fois d'attirer des talents et de récompenser la prise de risque. Nous recommandons que les revenus tirés des actions en Europe soient imposés comme des revenus du capital et non comme des revenus du travail.

Régulation et protection des données privées

La réglementation européenne sur les données est dépassée, rendant difficile pour les entreprises d'être en conformité avec la réglementation sur la données privées (ce qui a pour premier résultat de les dissuader de s'installer dans les pays de l'UE). Alors qu'il est nécessaire de protéger systématiquement et efficacement les consommateurs, la plupart des gouvernements européens montrent le mauvais exemple en n'offrant pas l'accès à leurs propres données - une pierre angulaire de l'amélioration de leurs services et de la réduction de leurs budget de fonctionnement. Par conséquent, nous recommandons de :

Modifier et normaliser les lois sur la protection des données

L'absence d'une loi sur la protection des données unifiée en Europe érige des obstacles inutiles pour les entreprises désireuses d'avoir des échanges avec des sociétés au sein et à l'extérieur de l'Union Européenne. C'est un des facteurs qui expliquent la faiblesse des transactions internationales sur internet par les particuliers (seulement 12% des transactions totales, soit 88% de transactions domestiques). Dans l'ensemble, les lois européennes sont beaucoup plus restrictives qu'aux Etats-Unis, ce qui contribue à offrir un avantage aux entreprises américaines dans la compétition mondiale qui pourrait être plus équitable. Nous appelons à l'adoption d'une nouvelle loi sur la protection des données de l'UE par l'ensemble des pays de l'UE.

Supprimer les prérequis des fournisseurs de données pour héberger des informations quel que soit le pays

En Europe, les personnes qui perçoivent des dividendes doivent souvent payer un l'impôt sur le revenu du travail, ce qui réduit leur attrait en tant que mécanisme permettant à la fois d'attirer des talents et de récompenser la prise de risque. Nous recommandons que les revenus tirés des actions en Europe soient imposés comme des revenus du capital et non comme des revenus du travail.

Ouvrir les données des gouvernements

L'ironie concernant les données publiques dans l'UE est que justement très peu d'entre elles sont réellement publiques. Depuis le transport, jusqu'aux finances, en passant par les informations sur les appels d'offres, l'ouverture des données publiques pourrait accroître la transparence et la confiance, tout en augmentant la participation des citoyens, la responsabilité et l'égalité. En outre, le déverrouillage des données publiques permet aux entreprises innovantes d'introduire de nouveaux produits et services qui à terme réduiront la dépendance du secteur privé envers les gouvernements et tout en créant de nouvelles entreprises.

Faire en sorte que les gouvernements pensent digital

Pour rester pertinent dans un contexte de baisse des budgets et subventions publiques, les gouvernements doivent apprendre à “penser digital” afin de réduire les coûts tout en améliorant les services rendus aux citoyens. Les services gouvernementaux devraient fonctionner sur une même plate-forme technologique, selon les mêmes principes technologiques qui sont aussi bons, sinon meilleurs que les plates-formes sur lesquelles ils interagissent désormais quotidiennement avec leurs concitoyens.

Leadership d'opinion

L'Europe compte de nombreuses réussites entrepreneuriales, des talents extraordinaires et des idées incroyablement innovantes. Dans de nombreux pays, il y a des dizaines d'entreprises technologiques prêtes à entrer en Bourse pour profiter de capitaux mondiaux dans le secteur d'internet. Mais nous devons aller plus loin et avons besoin de ceux que nous avons formés à prospérer et croître au sein de l'UE plutôt qu'à chercher à faire fortune en Amérique. Par conséquent, nous recommandons de:

Initier en Europe un changement des mentalités quant à la définition de succès

Nos cultures célèbrent les stars, les sportifs, les musiciens et les acteurs. Les entrepreneurs qui ont un vrai impact sur les conditions de vie des gens doivent également être célébrés. Nous devons faire en sorte que chacun s'intéresse à l'innovation et à l'entrepreneuriat, pas seulement les technophiles. Cela implique de considérer l'entrepreneuriat comme un choix de carrière crédible et de célébrer ceux qui ont réussi dans leur entreprise comme de véritables héros. Cela signifie aussi qu'il faut démocratiser les outils et procédures pour créer de nouvelles entreprises et en donner l'envie et le courage au plus grand nombre.

Nommer un Chief Digital Officer dans chaque pays de l'UE

L'impact créé par la nomination dans chaque Etat Membre d'un Digital Champion s'est déjà fait sentir dans la promotion des avantages liés à l'inclusion du digital dans la société. Mais allons plus loin. Des Chief Digital Officer permanents, à temps plein, s'assureront que les innovations technologiques aient un impact sur toutes les industries et ouvrent le gouvernement à plus de transparence et de collaboration avec ses électeurs.

Créer un référentiel des "meilleures pratiques"

Fournir une ressource où les gouvernements locaux et nationaux peuvent partager les meilleures pratiques qu'ils ont expérimentées, pour avoir un impact immédiat.

Fonder un Forum Digital Européen

Réunir les principaux entrepreneurs, hommes politiques et décideurs afin d'établir une compréhension du manifeste et des objectifs communs afin de les traduire en actions.

S'engager à supporter le manifeste

Notre espoir est de refléter les points de vue du plus grand nombre d'entrepreneurs, d'investisseurs, conseillers et autres personnalités clés au sein de l'écosystème numérique et technologie à travers l'Europe. Cela permettra de s'assurer que les propositions sont aussi solides et réalisables que possible. Nous encourageons le recueil du plus grand nombre d'engagements et d'expressions de soutien possible avant le 30 Septembre 2013.

A propos du Leaders Club

Le Startup Europe Leaders Club est un groupe indépendant de fondateurs du domaine de l'entrepreneuriat technologique, qui agissent comme des modèles pour les entrepreneurs du web européen et donnent des orientations à la Commission sur ce qui doit être fait pour renforcer l'environnement, afin que les entrepreneurs du web se lancent en Europe et restent en Europe.

Sur la base de ces réponses, nous devrions pouvoir travailler en étroite relation avec la Commission Européenne pour développer ces propositions lors de prochains événements qui visent à mettre en place les décisions prioritaires lors du Conseil Européen des 24 / 25 personnes.

Nous espérons pouvoir compter sur votre soutien. Pour plus d'informations, visitez le site du Startup Europe Leaders Club.

<https://ec.europa.eu/digital-agenda/en/leaders-club>

Membres

Daniel Ek / Martin Lorentzon – Spotify

Kaj Hed – Rovio (Angry Birds)

Lars Hinrichs – HackFwd

Joanna Shields – Tech City UK

Reshma Sohoni – Seedcamp

Boris Veldhuijzen van Zanten – The Next Web

Zaryn Dentzel – Tuenti

Niklas Zennström – Atomico